

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
43 rue du Docteur Duroselle  
16000 Angoulême

Angoulême, le 15 avril 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**PAPETERIES ALAMIGEON – Zone Nord**

**1 565 Route de Gond-Pontouvre 16 600 Ruelle-sur-Touvre**

Références : 2026\_429\_UbD16-86\_Env16  
Code AIOT : 0007201363

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17 mars 2026 dans l'établissement ALAMIGEON implanté 1565 route de Gond-Pontouvre, 16600 Ruelle-sur-Touvre. L'inspection a été annoncée le 17/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est déroulée afin de faire un point de situation de la zone nord du site de l'ancienne Papeteries ALAMIGEON et de confirmer la libération de foncier pour une future activité.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PAPETERIES ALAMIGEON
- 1565 route de Gond-Pontouvre 16 600 Ruelle-sur-Touvre
- Code AIOT : 0007201363
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non
- IED : Non
- Cessation activité : Oui

La société ALAMIGEON PAPERS AND TECHNOLOGIES, dénommée Papeteries ALAMIGEON, a exploité sur la commune de Ruelle-sur-Touvre une activité spécialisée de fabrication de papiers spéciaux tels que des cartes de parfum, du papier ignifugé, de l'Ecokraft, etc.

Cette installation était réglementée au titre des installations classées pour la protection de l'environnement par l'arrêté préfectoral du 23 octobre 1985, l'installation ayant reçu auparavant un récépissé de déclaration daté du 8 octobre 1968. Cet arrêté préfectoral a été complété par des arrêtés complémentaires en date du 5 janvier 2000, 24 mai 2006, 13 juillet 2006 et 16 avril 2010.

Par jugement du 26 novembre 2015, le tribunal de commerce d'Angoulême acte le plan de cessation d'activité totale et définitive de la Papeterie ALAMIGEON. Le 29 septembre 2017, la procédure est clôturée pour insuffisance d'actif.

Suivant le jugement du 23 juillet 2020, le tribunal de commerce d'Angoulême ordonne la reprise de la liquidation judiciaire car il a été découvert que la société Papeteries ALAMIGEON était propriétaire d'un ensemble immobilier. Ces biens sont implantés sur la partie Sud de La Touvre sur une surface de 2,7748 ha. La papeterie louait les bâtiments au Nord de La Touvre.

Par courrier du 12 janvier 2021, le mandataire judiciaire a notifié au préfet de la Charente la cessation d'activité des installations de la Papeteries ALAMIGEON en précisant que le site a cessé son activité le 22 juillet 2020. La partie Nord du site a été rachetée par un entrepreneur en 2021/2022.

### **Contexte de l'inspection :**

- cessation et mise en sécurité

### **Thèmes de l'inspection :**

- AN26 Libération foncier SSP
- Sites et sols pollués

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise en sécurité du site	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R.512-75-1	Sans objet
2	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R.512-75-1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a porté uniquement sur la partie du site de l'ancienne papeterie ALAMIGEON au Nord de la rivière la Touvre. Elle a permis de confirmer que, suite au rachat par un entrepreneur, il ne reste de l'ancienne activité industrielle que les bâtiments vides et l'ancienne turbine hydroélectrique, qui n'est pas en état de fonctionner.

Sur cette partie Nord, après constats faits sur place et prise en compte des documents établis dans le cadre de la cessation d'activité ICPE et transmis par le mandataire judiciaire, la mise en sécurité peut être considérée comme effective, ainsi que la réhabilitation ou remise en état pour un usage futur de type industriel (sous réserve que la consultation prévue à l'article R.512-39-2 du code de l'environnement que doit, sans tarder, mener le mandataire judiciaire, entérine cette proposition).

Des conclusions définitives sur l'achèvement de la procédure de cessation ICPE du site de l'ancienne papeterie ALAMIGEON dans son ensemble (parties Sud et Nord de part et d'autre de la Touvre) ne pourront être tirées qu'après évaluation de la situation et visite sur site, pour la partie Sud.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Mise en sécurité du site

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 06/07/2024, article R.512-75-1
<b>Thèmes :</b> Situation administrative, Cessation d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes : 1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux. En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires. V.- En outre, l'exploitant doit placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, sur les terrains voisins de ceux concernés par la cessation d'activité. VI.- La réhabilitation ou remise en état consiste à placer le ou les terrains d'assiette d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement dans un état permettant le

ou les usages futurs du site déterminés, dans le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, de l'article L. 211-1, selon les dispositions, le cas échéant, des articles R. 512-39-2 à R. 512-39-3 bis et R. 515-75, R. 512-46-26 et R. 512-46-27 bis ou R. 512-66-1.

[...]

## **Constats :**

### **IV**

#### **1° Évacuation de produits dangereux et gestion des déchets**

La visite de la zone nord du site et des bâtiments s'y trouvant fait apparaître que les déchets dangereux ont été évacués.

Des parties des bâtiments sont vides comme l'ancien local d'entretien, à l'étage du bâtiment de raffinage qui servait de stockage de pâte à papier vierge.

L'ancienne turbine hydroélectrique est présente mais hors d'usage. Le nouveau propriétaire a pour projet de la restaurer pour la faire fonctionner à nouveau.

Au rez-de-chaussée, du matériel, des matériaux servant aux travaux de réhabilitation et des anciennes menuiseries sont entreposés.

Aucun justificatif d'évacuation et de traitement des déchets n'a été fourni à l'inspection des installations classées.

#### **2° Interdictions ou limitations d'accès**

Le site (partie Nord) est ceinturé par des bâtiments et un haut portail métallique au nord. La rivière la Touvre fait une barrière naturelle limitant l'accès.

Le nouveau propriétaire a bloqué l'accès à la passerelle menant à la partie sud par des IBC à moitié remplis de sable.

Un panneau d'interdiction d'accès est apposé sur le portail d'entrée.

#### **3° Suppression des risques d'incendie et d'explosion**

Le site n'est plus alimenté électriquement. Il n'y a aucun produit dangereux ou objets pouvant être à l'origine d'un incendie ou d'une explosion.

#### **4° Surveillance des effets de l'installation sur son environnement**

Dans le cadre de la liquidation judiciaire, un diagnostic du sol a été fait par le bureau d'études DEKRA INDUSTRIAL en juin 2013, complété en novembre 2020.

Sur les 5 sondages de sols pratiqués sur cette zone en 2013, la quantité d'hydrocarbures totaux C10-C40 la plus importante présente dans le sol est découverte au sondage S4 (en face du bâtiment de raffinage), dans le premier mètre de profondeur, à une valeur de 240 mg/kg de matière sèche.

Les autres sondages, jusqu'à une profondeur de 2 m, présentent des taux inférieurs à 50 mg/kg de matières sèches (MS). Ces valeurs sont inférieures à celle retenue dans l'arrêté ministériel du 12.12.2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations de traitement et stockage de déchets non dangereux inertes, fixant une valeur limite admissible de 500 mg/kg de matières sèches en hydrocarbures totaux.

Quant aux métaux, un sondage fait apparaître, pour certains paramètres, des valeurs correspondant soit à ceux des sols agricoles ou des sols urbains, pour le sondage S5, entre 1 et 2 m de profondeur, pour les paramètres anthracène (0,09 mg/kg de MS), fluoranthène (0,43 mg/kg de MS), pyrène (0,25 mg/kg de MS), benzo(a)anthracène (0,16 mg/kg de MS), chrysène (0,15 mg/kg de MS) et benzo(a)pyrène (0,1 mg/kg de MS).

Aucune analyse ni dans les eaux souterraines ni dans les eaux superficielles de la Touvre, ni dans les sédiments de la Touvre en bordure de site, n'a été faite pour le diagnostic environnemental.

Sur la base des analyses pratiquées, le bureau d'études DEKRA conclut : « *les résultats des analyses ont démontré la présence d'impact des activités exercées sur le site pour certains échantillons de sol prélevés mais aucun risque n'est envisagé pour les usagers dans le cadre du maintien d'une activité industrielle* ».

Les constats faits lors de la visite par l'inspection des installations classées ne permettent pas d'apporter d'information complémentaire vis-à-vis des résultats du diagnostic environnemental et susceptible de remettre en cause cette appréciation du bureau d'études.

Suite au diagnostic de pollution établi par le bureau d'études DEKRA en mars 2021, aucun travaux de dépollution n'a été ni réalisé ni préconisé.

#### V.

Compte tenu des diagnostics environnementaux réalisés et des constats effectués lors de la visite (aucune trace visible de pollution de sol n'a été mise en évidence, notamment), il apparaît que la partie Nord du site de l'ancienne papeteries Alamigeon est dans un état qui, apparemment, ne présente pas d'atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, ni à l'encontre des terrains voisins concernés.

Depuis l'arrêt de la papeterie ALAMIGEON, à la connaissance de l'inspection, il n'y a eu aucune activité industrielle sur la zone Nord.

La seule activité qui a suivi est celle exercée par le nouveau propriétaire faisant actuellement des travaux de rénovation des anciens bureaux.

#### VI.

La réhabilitation ou remise en état du site ICPE est celle permettant de le rendre compatible avec l'usage futur retenu après cessation totale.

L'inspection n'a pu établir si cette réhabilitation avait été effective au moment de la vente en 2021/2022.

L'inspection des installations classées prend acte des résultats du diagnostic environnemental réalisé par DEKRA sur la partie Nord du site et de l'absence de travaux de gestion de pollution préconisé ou réalisé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 2 : Cessation d'activité

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 06/07/2024, article R.512-75-1

**Thèmes :** Situation administrative, Cessation d'activité

#### **Prescription contrôlée :**

I.- La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et, le cas échéant, à l'article L.211-1, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R.511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même site.

La cessation d'activité se compose des opérations suivantes :

1° La mise à l'arrêt définitif ;

2° La mise en sécurité ;

3° Si nécessaire, la détermination du ou des usages futurs selon les modalités prévues aux articles R. 512-39-2, R. 512-46-26 et R. 512-66-1 ;

4° La réhabilitation ou remise en état.

[...]

III.- La mise à l'arrêt définitif consiste à arrêter totalement ou à réduire dans une mesure telle qu'elles ne relèvent plus de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 toutes les activités classées d'une ou plusieurs installations classées d'un même site, indépendamment de la poursuite d'autres activités sur le site et de la libération des terrains.

[...]

#### **Constats :**

1° La mise à l'arrêt est bien définitive. Cela fait plusieurs années qu'il n'y a plus d'activité industrielle de la part de Papeteries ALAMIGEON.

2° Pour la zone Nord, la mise en sécurité est effective. Tous les points prévus ont été développés dans le point de contrôle précédent.

3° Par courrier du 6 mars 2026, le liquidateur judiciaire a informé la mairie de Ruelle-sur-Touvre de l'usage futur proposé du site, à savoir un usage de type industriel.

La Communauté de communes Grand Angoulême, compétente en matière d'urbanisme, et le nouveau propriétaire des parcelles concernées vont être avisés, par courrier, de l'usage futur du site proposé. Un délai de 3 mois est laissé aux personnes consultées pour répondre, conformément à l'article R.512-39-2 du code de l'environnement.

4° Selon les éléments en possession de l'inspection sur cette partie nord, il semblerait qu'aucune remise en état ait été faite. Le bureau d'étude ne s'est pas prononcé sur cette obligation ni sur la réhabilitation du site. Au cours de la visite, aucun travaux de remise en état pour un usage futur identique n'est, pour l'instant, visible malgré le projet de village d'entreprises prévu par le nouveau propriétaire.

Ainsi, des parcelles foncières de la zone nord ont été libérées permettant d'être reprise pour développer de nouvelles activités professionnelles.

**Type de suites proposées :** Sans suite